



## Déclaration intersyndicale à la FSSSCT SD26 réunie le mardi 18 novembre 2025

Madame la Directrice Académique,

Mesdames, Messieurs les membres de la formation spécialisée,

En ce début d'année scolaire sous le signe de la rigueur budgétaire, un énième gouvernement vient d'être nommé. Un septième ministre de l'Éducation Nationale en 3 ans a découvert la rue de Grenelle. Sa longévité sera une fois de plus liée aux décisions de l'Assemblée Nationale, sans majorité depuis sa dissolution en juin 2024. Le premier ministre Sébastien Lecornu a quant à lui confirmé le cap de l'austérité dans le Service Public d'Éducation. Un cap maintenu depuis trop longtemps, en totale déconnexion avec les besoins criants en personnels et en moyens matériels pour assurer un service de qualité aux élèves et à leur famille.

Depuis des années en effet, les réformes libérales menées par les différents gouvernements macronistes ont profondément abîmé le Service Public d'Éducation. Ses agentes et agents sont aujourd'hui usé.es, souvent désabusé.e.s. Le développement du *New Public Management* (NPM), avec ses corollaires, la perte de la liberté pédagogique, les injonctions incessantes et contradictoires et souvent déconnectées de la réalité du terrain, l'autoritarisme qui n'a rien à voir avec l'obligation d'obéissance hiérarchique dont il se pare, n'y est pas pour rien, bien au contraire. La crise du recrutement, l'augmentation du nombre de démissions, de suicides... sont autant de signaux forts de professions en grande souffrance.

Ceci ne semble pas pour autant alerter l'État employeur, comme en témoigne la baisse de rémunération de 10 % lors des congés maladie ordinaire, mesure injuste qui afflige encore un peu plus les agent.es malades.

Le principe des trois E « Économie, Efficacité, Efficience », si cher au NPM, présenté comme La Solution pour répondre à moindre coût aux attentes des usagers, désormais devenus des clients, loin de montrer son efficacité expose clairement ses limites. Dévoier le rôle social d'un service public pour y instiller une logique consumériste ne semble pas être le meilleur moyen pour rendre les agents davantage performants, puisque tel semble être le seul souci des responsables stratégiques.

En ce qui concerne la situation de notre département, les problématiques sont multiples mais nous devons plus particulièrement vous interpeller sur deux d'entre elles.

La première est celle de l'état du bâti scolaire. Dans la Drôme, comme ailleurs, la situation est très inquiétante.

L'état des écoles et établissements scolaires est inadapté au dérèglement climatique (que ce soit en hiver ou en été). Il y a pourtant urgence. A chaque épisode de fortes chaleurs, les températures dépassent les 30°C dans les classes. Les bâtiments sont mal isolés, les systèmes d'aération sont déficients ou inexistants, les cours sont peu voire pas végétalisées...

Les gouvernements successifs ont semblé afficher des objectifs ambitieux en termes de rénovation thermique, or les financements n'ont jamais été et ne sont toujours pas à la hauteur des enjeux. La très grande majorité du parc doit être rénové. Un grand nombre de bâtiments est dans un état de vétusté important.

La dégradation des bâtiments scolaires renforce les injustices scolaires, sociales et territoriales, tout en détériorant la santé et les conditions de travail.

Triste indicateur de ce manque de volonté politique au niveau local comme national, aucun dispositif de diagnostic d'adaptation des écoles et établissements scolaires face au changement climatique n'est à ce jour disponible.

Les décideurs politiques ne respectent pas les objectifs de rénovation énergétique du décret tertiaire de 2019.

L'amiante, très présente dans les bâtiments scolaires, est une catastrophe sanitaire dont la gravité est ignorée.

Comme nouvelle preuve de cet aveuglement, le projet de loi de finances 2026 proposé par le gouvernement souhaite imposer aux collectivités locales un effort budgétaire disproportionné. Cet effort, si le budget est voté en l'état, va peser sur les capacités d'investissement des collectivités en direction de la transition écologique et des services publics en général.

Nous vous demandons de faire remonter ces problématiques du bâti scolaire auprès des instances territoriales et étatiques et de mettre en œuvre ce qui relève de vos compétences pour engager cet effort de rénovation.

Pour revenir sur les situations de violence au travail vécues par les agent.es drômois.es, la lecture des fiches SST est édifiante : les signalements de faits de violences morales, verbales et physiques à l'encontre de professeur·es et d'AESH sont nombreux et montrent que la violence en milieu de travail scolaire s'est installée et tend à se banaliser. Le contenu des faits décrits est d'une violence inadmissible. C'est pourquoi il nous semble important de vous lire, sans les transformer ou les édulcorer, quelques extraits de fiches RSST, témoignages du quotidien professionnel effrayant de certains collègues.

Extrait 1 : fiche 33

Extrait 2 : fiche 4

Quelques données chiffrées permettront d'étayer nos propos. Sur les 33 fiches saisies lors des mois de septembre et d'octobre 21 concernent des violences, souvent dans le premier degré, soit une proportion de 64 %.

Ces chiffres sont préoccupants et largement sous-évalués, puisqu'ils ne représentent que la partie visible des agressions subies. Nous savons en effet que de nombreux collègues ne remplissent pas le RSST, voire ne signalent même pas qu'ils ou elles sont victimes de violences. En effet, beaucoup de collègues ne connaissent pas l'existence du registre ou estiment qu'un signalement ne serait pas suivi d'effet, d'autres ont honte d'être victimes. Certain·es enfin n'osent pas s'en saisir, soumis·es à des pressions et par peur des représailles.

Confronté·es à cette violence, quelles réponses les personnels obtiennent-ils ? Quelques supérieur·es hiérarchiques tentent de soutenir les collègues mais la plupart n'ont aucune solution à apporter. Il est intolérable de constater que certain·es supérieur·es hiérarchiques ne donnent aucune réponse, et que des personnels continuent à être frappés par des élèves alors même que l'alerte a été donnée.

On reproche même aux agent.es d'exprimer cette difficulté en remettant en cause leur professionnalisme et leur pratique, comme le montre ce suivi de fiche SST où des enseignant·es menacé·es par des parents d'élèves se voient en réponse notifié·es le « manque d'informations explicitement écrites aux parents concernés ».

Beaucoup trop de réponses renvoient la responsabilité de la violence aux collègues agressé·es, alors qu'ils et elles sont victimes et doivent être considéré·es comme tel·les. Il s'agit d'accidents de service, ni plus ni moins, mais l'administration ne le reconnaît pas.

Nous vous alertons particulièrement sur la situation des collègues AESH souvent en première ligne de ces violences. Ces collègues cochent toutes les cases des facteurs de Risques Psycho-Sociaux. À la précarité économique dans laquelle les maintient volontairement l'institution, la discrimination administrative liée à la non subrogation, la mobilité imposée et non encadrée, s'ajoutent ces conditions de travail indignes.

Devant la gravité de ces signalements, ce sont des engagements forts et des mesures concrètes que nous attendons de vous, Madame la Directrice Académique. Tout signalement de violence à l'égard d'un.e agent.e doit être traité sans délai.

Il faut commencer par repenser le processus d'accompagnement et de suivi des fiches. Nous espérons que le GT SST qui va prochainement se mettre au travail au niveau académique apportera de réelles améliorations en termes de préventions primaire et secondaire.

À défaut de mesures fortes et urgentes, les représentant·es syndicaux, membres de la FS-SSCT seront amenés à déclencher systématiquement des DGI dès lors que l'intégrité physique et psychologique des personnels sera menacée. Notre rôle de membres de la FS-SSCT départementale nous oblige à protéger les personnels et à veiller à ce que la réglementation en matière de santé, de sécurité et de prévention des risques soit effectivement mise en place.

Nous souhaitons des réponses et voulons avancer rapidement sur tous les sujets évoqués dans cette déclaration.